



Washington-Téhéran Les pourparlers de Vienne sur le JCPoA peuvent-ils aboutir ?

Sylvain GAILLAUD

► Points clés

- À la suite de la dénonciation de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPoA) de 2015 par l'administration Trump en mai 2018, l'Iran a progressivement remis en place des capacités d'enrichissement de l'uranium et multiplie les provocations en mer d'Oman.
- Avec l'arrivée de l'administration Biden, les discussions ont repris à Vienne pour tenter de remettre l'accord en route, sous la conduite de diplomates chevronnés et familiers du dossier, toujours en place à Téhéran (Abbas Araghchi) ou revenus aux affaires à Washington (Robert Malley). Le 7^e cycle d'échanges devrait débiter à l'automne.
- Le retour des Talibans à Kaboul va déstabiliser la région et imposer à l'Iran une révision de sa politique étrangère, ce qui pourrait l'amener à composer.
- Mais les États-Unis exigent l'inclusion dans les négociations des questions liées aux capacités balistiques de l'Iran et à son soutien au Hezbollah.
- De son côté, Téhéran souhaite obtenir des garanties de stabilité d'un nouvel accord. Par ailleurs, l'élection du président ultraconservateur Ebrahim Raïssi en juin assombrit aussi les perspectives.

Un test de crédibilité pour la diplomatie américaine

Cet automne pourrait être lancé à Vienne le septième cycle de pourparlers entre l'Iran et les membres encore parties du *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPoA), signé en juillet 2015 pour encadrer la nucléarisation de la République islamique. Cette nouvelle session arrive au terme d'un été marqué par l'attaque attribuée à Téhéran d'un pétrolier en mer d'Oman, l'installation du gouvernement de l'ultraconservateur d'Ebrahim Raïssi en Iran, et l'arrivée au pouvoir des Talibans en Afghanistan à la faveur d'un retrait controversé des forces américaines. Elle passe aussi pour celle de la dernière chance. Interrogé le 29 juillet lors d'une conférence de presse au Koweït, le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré que les États-Unis restaient attachés au dialogue mais que le processus ne pourrait pas continuer indéfiniment. « La balle est dans le camp de Téhéran » a-t-il ajouté. La réussite des négociations n'en sera pas moins un test de crédibilité pour une diplomatie américaine attachée à restaurer l'image des États-Unis dans le monde et à montrer l'efficacité d'un changement de discours face aux menaces constituées par le régime des mollahs.

Les espoirs nés de l'alternance américaine

La victoire de Joe Biden aux élections présidentielles américaines de novembre dernier avait relancé l'espoir d'une résurrection du compromis nucléaire de 2015. Depuis la dénonciation de ce dernier au mois de mai 2018, la politique de « pression maximale » pratiquée par l'administration Trump à l'endroit de Téhéran avait fortement ravivé les plaies de la relation bilatérale¹. Elle avait encouragé la République islamique à reprendre ses activités d'enrichissement d'uranium, en vertu de l'article 36 du texte de l'accord, tout en conduisant à une surenchère diplomatique et militaire entre Washington et Téhéran dans le golfe Persique.

Les nominations au sein de la nouvelle administration américaine, en favorisant des cadres de l'ancienne équipe de Barak Obama signataire du JCPoA², ont convaincu les Iraniens d'accepter la reprise du dialogue au mois d'avril 2021. La nomination de Robert Malley au poste de représentant spécial des États-Unis pour l'Iran a été décisive. Ancien négociateur du compromis de Vienne pour l'administration Obama, Malley est aussi l'une des plus anciennes connaissances du secrétaire d'État Blinken, avec lequel il a suivi à Paris les cours de l'École bilingue privée Jeannine Manuel. Ses prises de position, critiques vis-à-vis d'Israël et favorables à l'intégration du Hamas dans le processus de paix israélo-palestinien, lui ont valu les foudres des partisans de l'État hébreu aux États-

1. S. Gaillaud, « Des cendres en héritage : l'obsession iranienne des faucons du président renoue avec l'aventurisme américain au Moyen-Orient », *L'Hétairie*, note n° 50, 24 juin 2019.

2. S. Gaillaud, « Washington-Téhéran : l'élection de Joe Biden change-t-elle la donne ? », *Chroniques américaines*, Ifri, 30 novembre 2020.

Unis, comme le sénateur républicain de l'Arkansas, Tom Cotton³. Il passe aussi paradoxalement pour l'« ami des mollahs » aux yeux de ses opposants dans le monde arabe⁴. Son expertise de la question nucléaire n'en fait pas moins un atout de poids pour ménager la réussite des négociations en cours.

Sous la direction d'Enrique Mora, secrétaire général adjoint du Service de l'action extérieure de l'Union européenne, une Commission mixte associe des représentants de la Chine, de la Russie, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Iran pour discuter des modalités du retour des États-Unis au respect de leurs engagements. Au mois de mai, plusieurs déclarations ont fait état d'avancées sensibles sur des dossiers critiques, pouvant laisser espérer l'imminence d'un dénouement positif des négociations. Malgré les incertitudes pesant sur les questions les plus complexes, un négociateur allemand a confié sous couvert d'anonymat que les commissions ont abouti à la rédaction de quatre textes différents et quelque 1 520 pages d'accord finalisés⁵.

À l'issue du sixième cycle de négociations, le président Rohani a déclaré que les principales questions en suspens avaient été résolues et que les sanctions pouvaient être

levées dès que les deux parties en montreraient la volonté⁶. On peut cependant voir dans ces propos, émanant d'un président discrédité par son revers électoral, la présentation pour le moins optimiste d'un chemin encore long à parcourir. De fait, à Washington, l'organisation d'une septième session des pourparlers est conditionnée, sans limite de temps, à l'expression côté iranien d'une volonté significative de combler les fossés qui séparent les deux parties.

L'imminence d'un dénouement positif des négociations ?

La persistance de pierres d'achoppement

Nourris d'une méfiance culturelle pour le « Grand Satan » américain et de l'amère expérience de la dénonciation du JCPOA pour des raisons infondées, les Iraniens entendent obtenir l'assurance qu'une prochaine administration américaine ne reviendra pas de nouveau sur l'accord. Les négociateurs de Vienne déclarent pourtant qu'ils ne sauraient engager une telle promesse. De leur côté, les Américains conditionnent leur retour au respect de leurs engagements à l'ouverture de discussions sur le programme iranien de missiles balistiques et sur le soutien de Téhéran à des groupes armés œuvrant dans d'autres pays. Or, les dirigeants iraniens ont publiquement déclaré qu'ils refuseraient de se plier à ces conditions⁷.

3. L. Jake et M. Crowley, « US Names Iran Envoy in Battle of Wills with Tehran over Nuclear Negotiations », *The New York Times*, 28 janvier 2021.

4. H. Saghieh, « La politique de M. Maley envers l'Iran », *Asharq Al-Awsat*, 21 mars 2021.

5. A. Macias, « Iran Nuclear Deal Talks Are Stuck after Substantial Progress, Negotiator Says », CNBC, 3 août 2021.

6. « Rouhani Says Key Issues in JCPOA Have Been Resolved », *Tehran Times*, 23 juin 2021.

7. K. DeYoung, « State Dept. Official Says Talks with Iran over Reviving Nuclear Deal Cannot Last "Indefinitely" », *The Washington Post*, 24 juin 2021.

C'est sur ces points de désaccord originel que la vacance des négociations a été prononcée le 20 juin, deux jours après la victoire de Raïssi à des élections présidentielles dont l'issue était prévisible compte tenu du fort taux d'abstention, notamment chez les jeunes. Cadre de l'institution judiciaire iranienne, Ebrahim Raïssi est accusé d'avoir supervisé l'exécution de milliers d'opposants politiques en 1988 et d'avoir contribué à la répression des manifestations de 2009. Il est ainsi placé en 2019 sur la liste des personnes sanctionnées par les États-Unis pour violation des droits de l'homme. Ancien vice-président de l'Assemblée des experts, chargée d'élire le Guide suprême de la Révolution, il passe pour le successeur le plus probable du Guide actuel, Ali Khamenei, dont l'état de santé pose question depuis la fin de l'année 2020. Si Raïssi a déclaré pendant la campagne électorale son soutien aux négociations en cours à Vienne, sa victoire aux élections signe le départ des signataires du JCPoA, l'ex-président Hassan Rohani, et son ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, réputés attachés à la restauration du dialogue avec Washington.

La politique de provocation iranienne

Dans ce contexte, l'attaque en mer d'Oman du pétrolier Mercer, armé par le milliardaire israélien Eyal Ofer, a fait resurgir le spectre de l'embrasement du détroit d'Ormuz, par lequel passe près du tiers du pétrole échangé dans le monde. La responsabilité de l'attaque, rapidement attribuée à l'Iran par Israël, a été confirmée par la découverte de restes de drones fabriqués en Iran par le Commandement militaire américain chargé du Moyen-Orient⁸. Le 6 août, les ministres des Affaires étrangères des pays du G7, de concert avec Bruxelles, ont condamné le comportement de l'Iran et son soutien aux forces menaçant la paix et la sécurité internationales. Pour Téhéran, qui dément les accusations, c'est un moyen de tester la réactivité d'une nouvelle administration américaine d'autant moins désireuse de relancer une escalade dans le golfe Persique qu'elle doit parallèlement faire face à la déstabilisation de l'Afghanistan.

Tester la réactivité de la nouvelle administration américaine

Le 11 août, la présentation du nouveau gouvernement iranien au Parlement témoigne d'une volonté d'asseoir l'influence d'acteurs acquis à une position inflexible dans la dispute nucléaire. Présenté par la télévision d'État iranienne comme un « diplomate prestigieux de l'axe de la résistance », le nouveau ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian est proche du Corps des Gardiens de la Révolution, l'organisation paramilitaire de la République islamique, et du Hezbollah libanais, la milice chiite financée par le régime. Dans ses mémoires, *L'Aube de Damas*, publiée en persan en octobre 2020, Amir-Abdollahian rend hommage au rôle joué pendant la guerre en Syrie par le général Qassem Soleimani.

8. U.S. Central Command Statement on the Investigation into the Attack on the Motor Tanker Mercer Street, 6 août 2021.

Ancien commandant en chef de l'unité d'élite Al-Qods, affiliée aux Gardiens de la Révolution, celui-ci avait été éliminé par une frappe américaine sur Bagdad en janvier 2020⁹. Parmi les autres nouveaux ministres figurent l'amiral Rostam Ghasemi aux Transports, Amir Vahidi à l'Intérieur et Ezzatollah Zarghami au Tourisme, tous des anciens membres des Gardiens de la Révolution visés par des sanctions des États-Unis.

Dans ce contexte, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a révélé le 17 août la mise en place par Téhéran d'un nouveau processus pour accélérer le rythme d'enrichissement de l'uranium à 60 %, bien au-delà de la limite de 3,67 % fixée par le JCPoA. L'AIEA a également révélé que la République islamique compte produire de l'uranium métal enrichi à 20 %, pouvant être utilisé dans la fabrication d'armes nucléaires. L'arrangement temporaire sur les inspections des sites nucléaires passés entre l'AIEA et l'Iran dans le cadre des pourparlers de Vienne n'avait pas été reconduit à son expiration en juin dernier. Déplaçant dans le champ de la surenchère la « politique de confrontation » pratiquée contre les Occidentaux depuis les années 1980¹⁰, Téhéran use ainsi d'une politique de provocation propre à faire monter les enjeux en amont des négociations attendues.

Les conséquences de la crise afghane

Parallèlement, la reconquête de l'Afghanistan par les Talibans a soulevé une vague de critiques contre le président Biden, accusé d'avoir avalisé le retrait négocié par son prédécesseur avec le mouvement fondamentaliste et le gouvernement afghan sans en avoir appréhendé les conséquences en termes sécuritaires et humanitaires. Selon Ronald E. Neumann, ambassadeur américain dans le pays entre 2005 et 2007, la situation afghane pourrait inciter le gouvernement iranien à penser que l'administration Biden,

par cette démonstration de faiblesse, céderait à la pression afin d'éviter un recours à la force, à rebours de la politique pratiquée par l'administration précédente¹¹. La débâcle afghane rend ainsi incertain l'aboutissement des voies de sortie de la dispute iranienne.

Les germes d'une nouvelle rivalité régionale

L'opportunité pour l'Iran de dénoncer dans la crise afghane les dividendes douloureux de la guerre contre la terreur menée par un « Grand Satan » voué à la défense de ses intérêts ne doit pas créer d'illusion. L'instabilité créée par l'effondrement du gouvernement d'Ashraf Ghani et l'arrivée au pouvoir des Talibans donne au pays plus de sujets d'inquiétude que de motifs de satisfaction. L'installation d'un régime fondamentaliste sunnite à son voisinage immédiat pourrait porter les germes d'une nouvelle rivalité régionale, alors que la République

9. S. Mardam Bey, « Hossein Amir-Abdollahian, le diplomate des gardiens de la révolution », *L'Orient-Le Jour*, 18 août 2021.

10. B. Ganji, *The Politics of Confrontation: The Foreign Policy of the USA and Revolutionary Iran*, Londres, I. B. Tauris, 2006.

11. Ambassadeur R. Neumann, correspondance électronique avec l'auteur, 20 août 2021.

islamique d'Iran et l'Arabie Saoudite négocient prudemment les conditions d'un réchauffement de leurs relations. De plus, Téhéran devra rester vigilant quant au sort incertain des minorités chiites hazaras, qui constituent, à la frontière avec le Pakistan, une cible régulière des groupes terroristes sunnites depuis plusieurs années¹².

L'afflux de réfugiés traversant la frontière commune risque par ailleurs de peser sur une société iranienne déjà exsangue du fait de l'inflation causée par les sanctions américaines et de la pandémie de coronavirus qui a déjà fait plus de 100 000 victimes dans le pays. Les conséquences d'une déstabilisation durable de l'Afghanistan seraient telle sur ses voisins comme la Russie, la Chine, le Pakistan et l'Iran qu'un commentateur comme Thomas Friedman a pu anticiper sur ses bénéfiques collatéraux pour une diplomatie américaine attachée à affaiblir les États concernés¹³. Acculé par la crise afghane, Téhéran pourrait ainsi être plus enclin à honorer les exigences d'une négociation avec Washington, afin de se consacrer aux nouveaux défis de sa politique régionale.

La diplomatie iranienne à l'heure des choix

La reprise des pourparlers, d'abord envisagée en août, est ainsi suspendue à l'agenda du nouveau gouvernement aux affaires à Téhéran, qui ne s'est pas retenu de souffler le chaud et le froid pour entretenir l'inquiétude chez les autres partis. Ainsi, en amont de son intronisation, le président élu Raïssi a déclaré que son gouvernement chercherait certainement à lever les sanctions mais ne conditionnerait en aucun cas le gagne-pain du peuple à la volonté des étrangers. Sa politique étrangère, a-t-il ajouté, ne commencera pas avec le JCPOA et ne s'y limitera pas, comme en témoigne déjà son désir de travailler avec la Chine et la Russie¹⁴.

De son côté, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Amir-Abdollahian, passe pour moins critique du compromis nucléaire en lui-même que du non-respect de sa mise en œuvre par les Occidentaux. C'est par ailleurs un acteur chevronné du dialogue avec les Américains, qu'il a côtoyés en tant qu'émissaire de l'Iran dans un comité conjoint sur la situation sécuritaire de l'Irak, resté dans l'impasse. Sa proximité avec le corps des Gardiens de la Révolution pourrait par ailleurs lui donner une plus grande marge de manœuvre dans les négociations, dont le dénouement n'en reste pas moins soumis aux *desiderata* de son mentor, l'ayatollah Khomeini, Guide suprême de la Révolution¹⁵.

12. « Turkey, Iran Face Quandary after Taliban Takeover: Boost Influence While Curtail Afghan Refugee Influx », *The Arab Weekly*, 18 août 2021

13. Th. Friedman, « My Interviews with L.B.J., Xi Jinping and Afghanistan's Last King », *The New York Times*, 19 août 2021.

14. « Raisi and JCPOA: Lifting Sanctions Is Top Priority », *Tehran Times*, 3 août 2021.

15. S. Mardam Bey, « Hossein Amir-Abdollahian, le diplomate des Gardiens de la Révolution », *L'Orient-Le Jour*, 18 août 2021.

Le maintien à ce jour d'Abbas Araghchi à la tête de la délégation iranienne reste cependant un signe positif. Ce vétéran des négociations sur le nucléaire des années Obama avait par ailleurs soutenu dans les années 1990 une thèse de doctorat à l'université du Kent, au Royaume-Uni. En marge de l'intronisation du président Raïssi, il a rencontré le 4 août le secrétaire général adjoint Mora à Téhéran pour discuter des principaux points de l'actualité régionale et internationale, notamment la crise afghane¹⁶. La présence d'Araghchi à la table des négociations à venir rassurerait les États-Unis, inquiets des exigences potentielles de la nouvelle administration iranienne.

La diplomatie américaine à l'épreuve des faits

Face à ces incertitudes, plusieurs scénarios sont envisagés à Washington¹⁷. Selon des officiels familiers du dossier, l'hypothèse de travail actuelle est celle d'un président iranien voulant vraiment revenir dans le cadre du JCPOA mais en imprimant la marque de son gouvernement sur le texte. La crainte est cependant vive au sein du Conseil de Sécurité nationale d'une crise nucléaire si les contentieux ne sont pas résolus d'ici la fin

de l'année, vu la capacité d'enrichissement actuelle de la République islamique. Le président démocrate de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Bob Menendez, partisan d'une approche plus exigeante des négociations, a suggéré de faire accepter à l'Iran la création d'une banque de combustible nucléaire pour le golfe Persique. Ce dispositif permettrait à Téhéran d'accéder à l'énergie nucléaire à usage civil à condition

d'abandonner l'enrichissement de l'uranium et le retraitement du combustible nécessaires au développement du nucléaire à usage militaire¹⁸.

La proposition, qui a suscité l'intérêt de l'administration américaine, a cependant l'inconvénient de ne pas traiter de la question des missiles balistiques et de la politique régionale de l'Iran, que Washington a publiquement présentée comme la condition d'une restauration du dialogue. Un tel abandon des positions initiales aurait un effet politique désastreux pour l'administration américaine, qui n'est même pas assurée de réussir à faire accepter au Congrès le texte pour entériner les engagements. Un groupe de sénateurs républicains a ainsi introduit au mois de juin un projet de loi faisant du nouveau compromis un traité requérant deux tiers des voix du Sénat pour être ratifié¹⁹. Les élections de mi-mandat prévues l'année prochaine pourraient de plus faire basculer les deux chambres côté républicain, paralysant de fait la politique iranienne du président Biden.

16. « EU's Enrique Mora Holds Talks with Araqchi in Tehran », *Tehran Times*, 3 août 2021.

17. N. Bertrand et N. Gaouette « Hopes of Revived Iran Nuclear Talks Dim Amid Delays as New Hardline President Takes Office Anchor Muted Background », CNN, 6 août 2021.

18. B. Menendez et L. Graham, « The Way Forward on Containing Iran's Nuclear Ambitions », *The Washington Post*, 3 juin 2021.

19. A. Desiderio, « GOP Senators Push for Hill Veto Power over a Future U.S.-Iran Deal », *Politico*, 11 juin 2021.

La vive crainte d'une crise nucléaire

Cinq mois après l'ouverture des pourparlers de Vienne, les États-Unis semblent donc plus que jamais confrontés à un « puzzle persan²⁰ ». La politique de pression maximale pratiquée par l'administration sortante a montré à la fois les limites de son efficacité et les risques de son escalade. L'élection à la présidence de Raïssi témoigne d'une consolidation de la République islamique autour de ses fondements idéologiques et de son agenda politique, suspendu à la décision du Guide suprême, dont le président n'est qu'une créature²¹. L'hypothèse d'une succession imminente de l'ayatollah Khamenei, nourrie des spéculations sur sa santé déclinante et de son remplacement par le président actuel, laisse à penser que Raïssi pourrait tout faire en attendant pour ralentir le processus de négociation afin de discréditer les États-Unis.

Les voies de (ré)conciliation possibles

L'inflexibilité des positions de part et d'autre augure mal de la possibilité d'un compromis, à moins que ce dernier puisse être compensé par des gains mutuels, qu'ils apparaissent ou non dans le détail du nouvel accord. Les pressions se font d'ailleurs croissantes sur le président Biden au sujet des ressortissants américains Emad Shargi, Morad Tahbaz, Siamak Namazi et Baquer Namazi, retenus prisonniers en Iran : la plupart de leurs avocats et même plusieurs Démocrates souhaitent que leur libération soit une condition préalable à tout accord nucléaire²². De la même manière, la détention depuis 2016 de la ressortissante britannique Nazanin Zaghari-Ratcliffe, tout en crispant les relations entre Londres et Téhéran, passe pour un moyen de pression dans le jeu des Iraniens²³.

**L'heure est-elle venue
pour le Guide de donner
à son pays les moyens de
sortir de l'impasse ?**

Parallèlement, l'urgence imposée par la situation sanitaire et par la sécheresse touchant le Khouzestan, au sud du pays, pourrait conduire le nouveau gouvernement iranien à sacrifier les ambitions de sa politique régionale aux aspirations d'une population excédée par le poids des sanctions. Selon Barry Rosen, ancien otage en Iran au début de la Révolution et conseiller senior au groupe de pression United Against Nuclear Iran, l'heure est sans doute venue pour le Guide, qui sait ses jours comptés, de donner à son pays les moyens de sortir de l'impasse. L'élection de Raïssi à la présidence lui a permis de faire aboutir la logique de « jurisprudence du Guide » (*Velayat-e faqih*) à laquelle appelait l'ayatollah Khomeini, faisant ainsi de l'Iran une République pleinement islamique. Une porte ouverte au dialogue dans ce cadre lui permettrait de rester dans l'histoire comme le Guide ayant donné à l'Iran les conditions de possibilité d'une restauration de sa puissance sous le sceau islamique²⁴.

20. K. Pollack, *The Persian Puzzle: The Conflict between Iran and America*, New York, Random House, 2005.

21. G. Sick, « What the Election of Ebrahim Raisi Tells Us about the Future of Iran », *Responsible Statecraft*, 22 juin 2021.

22. K. Woodsome, « Biden's Thorny Iran Challenge Is Reaching a Tipping Point », *The Washington Post*, 20 juillet 2021.

23. C. Philp, « Iran Jails Nazanin Zaghari-Ratcliffe for Another Year over 2009 "Protest" », *The Times*, 27 avril 2021.

24. B. Rosen, entretien avec l'auteur, 22 août 2021.

Le changement de ton à Washington ne semble cependant pas convaincre le Guide suprême, persuadé que « le gouvernement américain actuel n'est en rien différent du précédent parce que ce qu'il exige de l'Iran sur la question nucléaire est, avec des mots différents, la même chose que ce que Trump exigeait²⁵ ».

Malgré les rappels à l'ordre du secrétaire d'État Blinken sur la nécessité de faire avancer les négociations, la porte ouverte laissée par les États-Unis à la prolongation des pourparlers montre enfin leur attachement à maintenir le dialogue. Un observateur aguerri comme Rosen est convaincu que la querelle ne pourra se dénouer qu'à partir du moment où la République islamique acceptera un dialogue direct avec les États-Unis, ce à quoi la première se refuse encore pour des raisons idéologiques alors que les seconds pourraient y consentir. Dans un entretien diffusé le 31 août par la télévision d'État iranienne, le ministre des Affaires étrangères Amir-Abdollahian a douché les espoirs d'une reprise imminente des négociations en déclarant « qu'un processus de deux ou trois mois est nécessaire pour que le nouveau gouvernement se mette en place et prenne la moindre décision²⁶ ». Dans ce jeu d'échec diplomatique, l'aboutissement des pourparlers de Vienne reste ainsi suspendu au prochain mouvement.

Sylvain Gaillaud est doctorant en histoire contemporaine à l'Université Rennes 2 (U.R. Tempora). Il rédige une thèse sous la direction d'Hélène Harter (Paris I-Panthéon Sorbonne) et de Sébastien-Yves Laurent (Bordeaux) sur les « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l'épreuve de la Révolution islamique en Iran.

Comment citer cette publication :

Gaillaud Sylvain, « Washington-Téhéran : les pourparlers de Vienne sur le JCPoA peuvent-ils aboutir ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 6 septembre 2021.

ISBN : 979-10-373-0404-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © rawf8/Shutterstock.com

25. « Téhéran reproche à Biden d'exiger "la même chose" que Trump », *L'Orient-Le Jour*, 30 août 2021.

26. « Négociations peu probables avant 2, 3 mois, selon Téhéran », *L'Orient-Le Jour*, 2 septembre 2021.



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

